

La grève générale - Partie I

mardi 3 mai 2011, par [MANDEL Ernest](#) (Date de rédaction antérieure : 1974).

Retranscription d'un exposé d'Ernest Mandel lors d'un stage de formation. Date inconnu.

Pour des raisons de longueur, sur ESSF, cet exposé est publié en deux parties.

Voir la partie II : [La grève générale - Partie II](#)

Sommaire

- [Origine de la grève générale](#)
- [1. Qu'est-ce qu'une grève](#)
- [2. La grève générale passive](#)
- [3. La grève générale active](#)
- [4. Grève générale autogérée ou](#)
- [5. Des comités de grève \(...\)](#)

Si nous traitons de la grève générale, c'est parce que nous croyons que la grève générale est le modèle le plus probable de la révolution socialiste dans les pays impérialistes. Ceci n'est évidemment pas le seul modèle possible ; cela présuppose un certain nombre d'hypothèses de départ confirmées, à savoir l'absence d'une guerre mondiale dans les années à venir, l'absence d'une victoire du fascisme ou d'une dictature militaro-semi-fasciste dans les pays impérialistes, le maintien en gros des rapports de forces tels qu'ils sont actuellement établis entre les salariés et le Capital dans ces pays. Rapports de forces qui sont écrasants en faveur de la classe ouvrière comme on ne les a jamais connu dans le passé, c'est-à-dire que 80 à 85 et dans certains pays 90% de la population est composée de salariés.

Ces hypothèses de départ ne sont évidemment pas garanties pour toujours. Les camarades savent ce qui, au cours du X^e Congrès Mondial, a été dit et adopté par notre mouvement, mais pour autant que nous nous maintenons dans une limite de temps raisonnable, les années à venir pour lesquelles nous nous préparons, nous croyons que ces hypothèses de départ seront probablement maintenues. Et il y a non pas une spéculation mais un raisonnement, une logique interne dans l'adoption de ces hypothèses de départ : nous sommes convaincus qu'un changement qualitatif dans les trois domaines que j'ai indiqués plus haut n'est possible que s'il y a eu au préalable une défaite très lourde de la classe ouvrière.

Notre raisonnement est donc : cette défaite présuppose que la montée actuelle qui va vers une grève générale se termine négativement. Et il est donc parfaitement justifié d'analyser au contraire quelles sont les possibilités pour que cette montée ouvrière, aboutissant à une grève générale, se termine par une victoire, évite cette défaite. Et il est donc aussi parfaitement justifié d'analyser les modifications des conditions qui permettent la transformation d'une grève générale en victoire des révolutions socialistes.

Origine de la grève générale comme modèle de la révolution socialiste à venir

Ce n'est pas la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier que la problématique de la grève générale est mise au centre du débat sur le modèle de la révolution socialiste à venir. Le premier débat à ce sujet a eu lieu à la fin du XIX^e siècle et a été introduit par les tendances anarchistes, surtout anarcho-syndicalistes (syndicalistes-révolutionnaires), et cela en opposition délibérée avec la tactique social-démocrate adoptée à ce moment-là par la plupart des marxistes, qui était la lutte électorale et parlementaire.

Les marxistes ont fait à ce moment-là aux thèses anarcho-syndicalistes une critique qui maintient une partie de vérité et que nous ne sommes pas prêts à abandonner. La partie essentielle de vérité de la critique marxiste de cette thèse de la grève générale syndicaliste-révolutionnaire est qu'elle sous-estime le problème du pouvoir politique et qu'elle croit qu'il suffit à la classe ouvrière d'arrêter le travail sur le plan économique et de reprendre la direction des entreprises sous son propre guide au niveau de la vie économique pour que la société bourgeoise s'effondre. Il y a sous-estimation grave, catastrophique même, du problème de l'État, du problème du gouvernement, du problème de l'armement, de la nécessaire transformation de la grève générale en une insurrection. Toute cette partie-là de la critique marxiste de la vieille thèse de la grève générale reste évidemment juste : une grève générale ne suffit pas pour renverser le système capitaliste.

Mais une grève générale peut être le début d'une révolution socialiste. Sur ce côté de la thèse syndicaliste-révolutionnaire, l'histoire du XX^e siècle dans les pays impérialistes a donné un verdict qui est aujourd'hui absolument concluant : la grève générale dans un pays industrialisé peut être et sera vraisemblablement le début d'une révolution socialiste. Et ce que, à ce sujet, les marxistes, surtout les futurs réformistes, ont dit à la fin du XIX^e siècle et qui était résumé dans la fameuse formule des syndicats sociaux-démocrates allemands « La grève générale, c'est l'idiotie générale », c'est-à-dire que la thèse selon laquelle une grève générale est impossible en régime capitaliste, tout cela s'est avéré totalement faux. Toute cette partie du raisonnement classique des sociaux-démocrates s'est avérée absolument fautive au cours de l'histoire du mouvement ouvrier du XX^e siècle.

Quel était le raisonnement, pour autant qu'il y ait un raisonnement et pas seulement la mauvaise foi de gens déjà intégrés dans le régime capitaliste ? Quel était le raisonnement qui était derrière cette argumentation social-démocrate ?

C'était une vue absolument mécaniste sur la simultanéité prétendue de toute une série de processus : ils disaient que pour qu'une grève générale réussisse, il fallait que tous les ouvriers soient organisés, il fallait qu'ils fussent déjà socialistes ; si tous les ouvriers sont socialistes et organisés, ils n'ont pas besoin d'une grève générale, ils auront la majorité au parlement et le pouvoir dans l'État. Tel était le raisonnement. Évidemment cette simultanéité prétendue dans les trois processus de capacité de lutte, d'organisation et de conscience est totalement fautive : une classe ouvrière qui est encore organisée en minorité et qui est encore socialiste dans une minorité relativement réduite s'est montrée historiquement capable de faire une grève générale. Entre ces trois phénomènes, il n'y a pas de coïncidence nécessaire.

L'erreur méthodologique qui est sous-jacente à cette conception mécaniste, c'est la sous-estimation extrêmement décisive de l'action en tant que source de conscience. C'est l'idée qu'il faut d'abord convaincre individuellement les ouvriers sur la base de la propagande individuelle pour les rendre capables d'atteindre un certain niveau de conscience, alors que l'expérience a montré que c'est exactement à travers de grandes grèves politiques de masses, à travers des grèves générales que toute une fraction de la classe ouvrière, qui ne peut accéder à la conscience de classe par la voie

individuelle de l'éducation et de la propagande, s'éveille ou se réveille à cette conscience de classe, y accède et devient extrêmement combative.

Et ce qui a été l'aboutissement de cette erreur, c'est une constante dans le débat entre la gauche et la droite du mouvement ouvrier en Europe dès le début du siècle. Débat où Rosa Luxembourg a joué un rôle décisif, plus tôt même que Lénine ou Trotsky : elle a compris que la division de la classe ouvrière entre une avant-garde organisée et une arrière-garde inorganisée représente une vue fort simpliste et étriquée de la réalité. Il est vrai qu'il existe une avant-garde organisée et qu'il y a des ouvriers non-organisés, mais il faut au moins introduire un troisième élément dans cette analyse pour comprendre la réalité : il y a cette partie de ouvriers non-organisés qui, dans une lutte de masse, peuvent dépasser toute une fraction de la classe ouvrière organisée qui, en fonction de la bureaucratisation des organisations ouvrières, aura tendance à suivre dans la lutte les mots d'ordre de la bureaucratie et cessera ainsi d'être à l'avant-garde dans la lutte.

On a mal interprété cette thèse de Rosa Luxembourg comme une thèse spontanéiste ce n'est pas tout à fait vrai ; il y a un élément de spontanéisme mais seulement un élément, c'est-à-dire la compréhension du fait qu'« organisé » n'est pas nécessairement identique à « avancé », ce qui est l'évidence même aujourd'hui, personne ne le contestera. Rosa Luxembourg n'était pas du tout hostile à l'organisation. Elle était très favorable à l'organisation, à l'organisation révolutionnaire. Elle comprenait simplement qu'il n'y a pas d'identité entre organisation et avant-garde nécessairement à tous les moments et surtout au moment d'une grève générale.

Lénine a pris quelques années pour le comprendre, mais il a compris à partir de 1914. Et il est significatif que des sociaux-démocrates l'ont attaqué après cette date en lui disant : « Mais tu détruis l'organisation c'est la révision de tout ce que tu as défendu pendant 20 ans » et il a répondu dans un de ses articles de polémique contre la social-démocratie internationale : « à partir d'un certain stade de dégénérescence, certaines formes d'organisations bureaucratisées peuvent effectivement être des obstacles, et des ouvriers non-organisés peuvent connaître un niveau de conscience plus élevé que des gens qui restent prisonniers des organisations bureaucratisées. Il faut alors construire une nouvelle organisation. La II^e Internationale est morte, il faut construire la III^e Internationale ». Et Trotsky, après avoir décidé que les partis de la III^e Internationale étaient devenus non-réformables, après la victoire d'Hitler, a trouvé des accents pratiquement identiques à ceux que Lénine a utilisés après 1914 et ceux que Rosa Luxembourg avait déjà utilisés dans les années 1905-1914 en Allemagne pour défendre la même thèse.

Passons maintenant à la problématique de la grève générale telle qu'elle se pose aujourd'hui. Et nous allons d'abord opérer de manière analytique, et non historique. Nous allons essayer d'analyser le mécanisme d'une grève générale et voir une dizaine d'éléments qui permettent de projeter idéalement sa progression jusque et y compris vers la victoire de la révolution socialiste. Dans une partie finale de l'exposé, je reprendrai quelques grands exemples historiques, surtout du mouvement ouvrier belge, et verrai chaque fois les facteurs qui ont fait défaut pour que cette transcendance s'opère.

1. Qu'est-ce qu'une grève générale ?

Premier trait caractéristique d'une grève générale, et c'est peut-être le plus difficile à définir d'une manière tout à fait précise : qu'est-ce qui distingue une grève générale d'une simple grève large ? C'est difficile parce que, d'une manière purement quantitative, on ne peut pas répondre à la question. Une grève générale n'est évidemment pas une grève à laquelle participent tous les ouvriers ça n'a jamais existé et ça n'existera jamais ! Et attendre que le dernier ouvrier participe à la

grève pour l' appeler grève générale est absurde. Nous avons parlé de la grève générale en Belgique en 1960, à juste titre : disons qu'il y avait un million de grévistes, c'est le chiffre que nous avons avancé et je crois qu'il est quelque peu exagéré. Manifestement en Belgique, il y a plus d'un million d'ouvriers, il y en a deux millions et demi, Néanmoins le terme était parfaitement justifié.

Où se sépare une grève générale d'une grève simplement large ?

Quelques unes des principales caractéristiques sont :

a) qu'elle est largement interprofessionnelle non seulement dans la participation mais aussi dans les buts.

b) qu'elle déborde très largement du secteur privé incluant des éléments décisifs de tous les travailleurs des services publics, de sorte qu'elle paralyse non seulement les usines mais aussi toute une série d'institutions de l'État : chemin de fer, gaz, électricité, eau, etc.

c) et que l'atmosphère, c'est insaisissable mais c'est peut-être le facteur le plus important, qui est créée dans le pays est une atmosphère d'affrontement global entre les classes, c'est-à-dire que ce n'est pas un affrontement entre un secteur du patronat et un secteur de la classe ouvrière, mais que toutes les classes de la société ont l'impression que c'est un affrontement entre la bourgeoisie dans son ensemble et la classe ouvrière dans son ensemble, même si la participation des travailleurs à cette grève n'est pas à 100% ou à 90%.

Vous aurez peut-être remarqué que je n'ai pas ajouté une autre caractéristique qui est trop souvent ajoutée par des militants, par des théoriciens marxistes qui s' occupent de cette question. Je n'ai pas dit qu'une grève n'est seulement générale que si elle avance des revendications politiques. Pourquoi ? Une grève générale est objectivement politique, du fait qu'elle implique un affrontement avec la bourgeoisie dans son ensemble et avec l'État bourgeois, mais il n'est pas nécessaire qu'elle en ait conscience dès le départ « Il y a un grand exemple historique en Europe, peut-être le plus grand jusqu'à mai 68, qui le confirme, qui est l'exemple de juin 36 où aucune revendication politique n'était avancée, où les ouvriers occupaient les usines et avançaient, apparemment seulement, des revendications de type économique (réduction des heures de travail, congés payés, etc., à la limite »contrôle ouvrier"), mais où Trotsky lui-même et tous ceux qui, avec un peu d'honnêteté, ont examiné ce mouvement, se rendaient bien compte du fait que ces travailleurs réclamaient infiniment plus dans le fond que ce qu'ils étaient capables d'articuler. Et ce serait une très grave erreur de juger la nature d'une grève d'après la capacité d'expression consciente de ceux qui la portent à un moment déterminé.

Croire qu'une grève n'est seulement générale que si elle avance des revendications politiques, cela revient à dire « une grève n'est seulement générale que si ceux qui la dirigent et en expriment les revendications sont conscients de tout ce qu'elle implique ». Cela restreint d'une manière très dangereuse l'application du concept de grève générale. La conclusion qui s'en dégage c'est que l'avant-garde révolutionnaire s'efforce dès le début du mouvement d'en exprimer la nature politique, les objectifs qui dépassent les objectifs économiques ou propres à tel secteur et que son effort de politisation doit être courant.

2. La grève générale passive.

Il y a quelques exemples de grève passive dans l'histoire, et même parmi les plus éclatants : la plus grande grève générale qu'on ait jamais connue en Europe occidentale, la plus efficace, est la grève générale de la classe ouvrière allemande contre le putsch du général Kapp en 1920, qui a été

absolument totale dans son efficacité, dans son effet, qui a arrêté toute la vie économique et publique, était passive : les ouvriers n'ont pas occupé les usines, ils sont rentrés chez eux, sauf dans quelques régions et quelques cas exceptionnels.

Il faut bien distinguer une grève générale largement passive dans laquelle les ouvriers se limitent à arrêter le travail d'avec une grève générale avec occupation d'usines, qui est évidemment un énorme pas en avant (je laisse sur le côté les aspects économiques, j'y reviendrai dans un instant) parce qu'elle permet de rassembler la force de la classe. Une grève générale passive est une grève qui disperse la force de la classe : chaque ouvrier va à la maison. On ne peut plus le toucher, ni lui parler.

Une grève générale avec occupation veut dire des centaines de milliers ou, selon la dimension du pays, des millions d'ouvriers qui sont rassemblés dans les entreprises, à qui on peut parler tout le temps, qui ont une force et une cohésion de classe qui est évidemment qualitativement supérieure à celle d'une grève générale où chacun reste chez soi.

La conclusion est ici pratique : nous propageons d'une façon systématique, il suffit de lire notre presse d'ailleurs, l'idée de l'occupation et le modèle de grève général dont nous essayons de convaincre l'avant-garde est une grève générale avec occupation des usines. Je reviendrai par la suite sur des aspects organisationnels extrêmement importants qui découlent de l'occupation et qui sont des anneaux décisifs pour transformer une grève générale avec occupation vers une plateforme de départ pour une véritable révolution.

3. La grève générale active

L'idée de la grève générale active est aussi une idée d'origine anarcho-syndicaliste -il faut rendre leur dû à ceux qui le méritent -, mais on peut dire que les syndicalistes-révolutionnaires ont apporté en pratique très peu de démonstrations, d'applications à cette idée, sauf évidemment en Espagne pendant la révolution de 1936.

Que veut dire cette idée ? Les travailleurs ne se contentent pas d'occuper l'usine en faisant la fête comme on l'a fait en France en juin 36 ou plus largement en mai 68, c'est-à-dire qu'ils ne font pas simplement des séances de discussions, de cinéma ou de jeu de cartes -c'est ce que nous avons vu quand nous sommes arrivés à Cockerill occupé par les employés (pour la première fois dans l'histoire de Belgique, il y avait une grève avec occupation des employés : décembre 71-janvier 72) : ils ont accueilli une délégation officielle de la LRT ; quand nous avons vu ces employés jouer aux cartes, nous avons quand même été un peu déçus. C'est bien d'occuper, mais c'est évidemment là le niveau le plus élémentaire de l'occupation.

Que veut dire au contraire « grève active » ? Les ouvriers organisent eux-mêmes la production sous leur propre direction. Dans le passé, en dehors de l'expérience de la révolution espagnole de 36 qui n'était pas seulement une grève générale mais une véritable révolution, il y a très peu d'exemples. Il y a maintenant un tournant extrêmement important dans la classe ouvrière d'Europe occidentale : Lip en France, la Clyde en Angleterre, Glaverbel en Belgique montrent que des secteurs d'avant-garde de la classe ouvrière commencent à s'ouvrir à l'idée que quand on occupe une usine, on peut faire plus que de l'animation culturelle ou de jouer aux cartes, qu'on peut organiser soi-même la direction, c'est un énorme pas en avant.

Et nous donnons tellement d'importance à ces exemples, non pas parce que nous croyons à la possibilité de construire le socialisme dans une seule usine, mais parce que nous croyons que ces exemples, aujourd'hui encore isolés, peuvent s'étendre et se généraliser en cas de grève générale.

Et une grève générale où les travailleurs de toutes les usines font ce que les travailleurs de Lip ou Glaverbel ont fait, voilà quelque chose de totalement différent ! C'est un niveau historique qualitativement supérieur à tout ce qu'on a connu dans le passé comme grève générale. Il faut cependant se méfier de tout raisonnement mécaniste et bien se rendre compte que le passage à la grève active part de points de motivations ou de conscience très différents. Le cas le meilleur est celui où cela exprime une volonté plus ou moins consciente des travailleurs de prendre en main les moyens de production, c'est-à-dire de détruire le capitalisme. Si cela se produit, nous sommes évidemment très heureux.

Mais il y a d'autres variantes possibles. Je voudrais en donner deux :

A. Le passage à la grève active peut être le résultat de ce qu'on pourrait appeler la logique interne de la grève générale, c'est-à-dire la simple volonté de mieux réussir la grève générale. C'est une motivation de méthode de combat, simplement pour rendre plus efficace la lutte, indépendamment de ses objectifs à plus long terme, que la grève active peut devenir nécessaire. Je cite quelques exemples qui reviennent souvent dans les exposés et qui sont liés à l'expérience de mai 68 en France :

1) Il est manifeste qu'une grève générale des transports, qui est une grève passive, devient dans une très grande ville un facteur de désorganisation de la grève à partir d'un certain moment : si les métros, bus, chemins de fer de banlieue cessent de fonctionner dans une ville comme Londres, Paris ou Rome, cela veut dire que la classe ouvrière ne peut plus se rassembler, qu'il est impossible que des gens fassent 20, 30 ou 50 kilomètres pour se rassembler dans une manifestation. Alors l'idée peut naître, et doit être défendue par les révolutionnaires, qu'on maintient la grève générale des transports pour désorganiser et paralyser la vie économique bourgeoise ; mais quand la classe ouvrière appelle à une manifestation centrale dans la ville, on fait fonctionner les transports pour amener les ouvriers à la manifestation et seulement à cette fin, et sous le contrôle du comité de grève qui veille à ce que les transports ne fonctionnent que dans ce but.

2) Autre exemple, supérieur dans la mesure où il touche au saint des saints de la société capitaliste : une grève générale des banques, caisses d'épargne, etc. C'est un instrument vital pour paralyser la vie économique bourgeoise mais si la grève se prolonge, une telle grève passive se retourne contre les ouvriers. En effet un grand nombre d'ouvriers ont leur petite épargne dans une caisse, dans les caisses d'épargne des organisations ouvrières (mutualités, coopératives) ou au compte-chèques et s'ils ne peuvent pas toucher cet argent, leur capacité de résistance financière se réduit. Dans une grève générale active, les employés des organismes financiers rouvrent les guichets à certain moments sous le contrôle de leur comité de grève et donnent une certaine somme aux grévistes sur présentation d'un papier qui prouve qu'ils sont grévistes. Et c'est très important : cela veut dire que les employés commencent à administrer le système bancaire et financier.

B. Autre motivation de la grève active dans le cadre de la grève générale, elle découle de ce qu'on pourrait appeler la logique économique de la grève générale. Cette logique paralyse toute la vie économique. Mais toute la vie économique paralysée pendant longtemps (quelques jours n'est rien), pose des problèmes vitaux, immédiats pour les grévistes eux-mêmes. Prenons l'exemple le plus bête qu'on cite toujours : une grève générale absolument totale qui dure une semaine, cela veut dire qu'il n'y a plus de pain, que les gens n'ont plus rien à manger. Évidemment, cela devient complètement « contraproducente » comme on dit en italien. Il faut qu'à partir d'un certain moment des mécanismes commencent à jouer qui admettent, sous la direction des travailleurs, un minimum de fonctionnement pour que la survie physique de la classe ouvrière devienne possible. Les exemples marginaux ont déjà été appliqués qui sont connus et très importants : en Belgique, les ouvriers de Gazelco (gaz, électricité) ont depuis longtemps appliqué la règle qu'en cas de grève, ils contrôlent eux-mêmes la distribution du courant pour couper le courant aux entreprises, aux administrations

publiques, banques, etc. et éviter que le courant ne soit coupé aux ménages, car cela risque de diviser la classe ouvrière, car la grève sera impopulaire dans certains secteurs de la classe ouvrière. Par contre s'il y a continuation de production, mais contrôlée par les grévistes qui assurent que l'effet de paralysie de la vie économique est maintenu sans que l'intérêt de la masse des consommateurs soit par trop perturbée, l'efficacité de la grève est fortement accrue.

Le même raisonnement a été appliqué pendant mai 68 à petite échelle, surtout dans les villes de Nantes - il ne faut pas sous-estimer l'importance de ces petits exemples -, quand des comités de grève, des groupes d'ouvriers d'avant-garde ont voulu organiser le ravitaillement des grévistes en assurant un échange de produits avec les paysans, ce qui impliquait la reprise ou le maintien de la production, l'écoulement des stocks qui existaient, toutes sortes d'activités économiques, sous la direction des grévistes, pour avoir assez à manger.

On peut encore citer un cas marginal qui n'a pas encore d'importance pour le déroulement de grandes luttes ouvrières mais qui pour l'avenir, vu la tendance générale de l'évolution économique, peut devenir de plus en plus important, c'est ce qui est en train de se passer aujourd'hui en Angleterre avec la grève des infirmières. C'est une grève très délicate car c'est une grève des soins et des malades pourraient être mal soignés ou mourir : ce qui serait radicalement impopulaire aux yeux du très large public pour être utilisé par la bourgeoisie dans sa campagne contre le droit de grève, les syndicats, le militantisme ouvrier. Les infirmières ont donc dû chercher des formes de grève qui évitent de nuire aux malades et qui en même temps montrent leur capacité de frappe ! l'administration du ministère de la Santé. Une des solutions appliquées (il y a déjà eu d'autres cas du même genre qui se sont produits), c'était de faire la grève du paiement, c'est-à-dire de soigner tout le monde mais de ne plus rien inscrire, ni tenir la comptabilité, ni faire payer qui que ce soit. Voilà qui est extrêmement populaire ! Tout en ayant l'efficacité financière et de désorganisation administrative exigée ! Un autre aspect, encore plus avancé c'est que dans certaines villes anglaises, des groupes d'ouvriers, entre autres métallurgistes et des transports, ont appuyé cette grève et ont proposé aux ouvriers de faire grève pour la cause de infirmières. Voilà un pas en avant très important dans la solidarité de classe !

Quelle est l'importance de tout cela ? Pourquoi soulevais-je ces anecdotes ? Non pas pour l'importance de celles-ci, nous ne croyons pas dans la percée de la conscience communiste dans un hôpital, à l'organisation du socialisme dans une seule usine, mais parce que nous croyons que la multiplication de ces exemples leur popularisation créent les conditions qui préparent leur généralisation en une de grève générale.

Et il faut préciser que nous n'avons pas encore connu une seule grève générale en Europe dans laquelle de tels exemples soient effectivement généralisés et que serait un changement total : il faut faire un effort d'imagination pour visualiser que serait une grève générale plus ou moins totale comme celle de mai 68 et de laquelle la plupart des secteurs de la classe ouvrière, au sens le plus large du terme appliqueraient toutes ces techniques : ce serait le début d'une révolution sociale. Et c'est pour cela que je mets en avant tous ces exemples assez anecdotiques fragmentaires. L'important n'est pas dans la fragmentation et dans l'anecdote mais dans la popularisation de l'exemple pour avoir une certaine tournure d'esprit. Une fois que des secteurs de plus en plus nombreux de la classe ouvrière comprennent cette problématique, quelque chose de totalement nouveau peut naître et c'est à cela que nous nous employons.

4. Grève générale autogérée ou dirigée par l'organisations ouvrières

traditionnelles.

Nouvelle problématique : faut-il une grève générale dirigée d'une manière plus ou moins bureaucratique par les organisations ouvrières traditionnelles ou une grève générale autogérée, c'est-à-dire qui dégage l'autonomie ouvrière par l'apparition d'organismes à la base qui dirigent la grève. Je n'insiste pas parce que les camarades connaissent cette problématique et que nous ne cessons de la développer dans notre propagande et même dans notre agitation quotidienne. Il faut bien insister sur un fait : ce n'est pas un parti-pris sectaire que nous faisons. Si nous agissons en faveur de la grève générale (et de toute grève : en général) gérée par les travailleurs eux-mêmes, ce n'est pas parce que nous n'aimons pas les dirigeants de la FGTB ou de la CSC. Même si la direction de la CGT ou de la FGTB était exclusivement composée de membres de la IV^e Internationale, nous serions encore en faveur de formes autogérées des grèves parce que nous croyons que ce n'est qu'en créant des comités de grèves élus dans les entreprises, qu'en associant un maximum de travailleurs à la gestion de la grève qu'une grève générale peut réussir.

L'idée d'une grève générale dirigée par un petit appareil, un petit état-major au sommet qui pousse sur les boutons, même s'il est composé des gens les meilleurs du monde du point de vue politique, ce n'est pas seulement une idée utopique, c'est aussi une idée profondément fautive du point de vue politique, du point de vue social : elle ne correspond pas à une compréhension de ce qu'est la classe ouvrière et la société bourgeoise ; elle présuppose au fond la même confusion mécaniste des sociaux-démocrates de 1900 dont j'ai parlé précédemment, une simultanéité de toutes sortes de processus qui ne correspond pas à la réalité.

Pour qu'une grève de 10 millions d'ouvriers en France puisse vraiment réussir, il ne suffit pas qu'il y ait un état-major de 15,20 dirigeants géniaux au sommet, il faut aussi qu'il y ait une association maximum du plus grand nombre de combattants à la direction de cette grève, et ce à tous les niveaux ; c'est comme cela que nous voyons surgir des organismes de dualité de pouvoir et aussi la possibilité d'une victoire de la révolution socialiste en brisant la division du travail entre les chefs et la masse que la bureaucratie a réintroduit de la société bourgeoise dans le mouvement ouvrier, et en reprenant l'idée de l'organisation soviétique -le fond de la pensée de Lénine dans « L'État et la révolution » sur l'organisation soviétique-, à savoir une organisation à laquelle le maximum de travailleurs, de gens du peuple est associé immédiatement, directement, sans division du travail, à la gestion quotidienne de leurs affaires.

Vous connaissez le modèle idéal que nous avançons :

- 1) Élection d'un comité de grève par une assemblée générale de grévistes.
- 2) Réunion régulière de cette assemblée générale qui a le droit et la possibilité de révoquer chaque membre du comité de grève,
- 3) Election de toute une série de commissions par le comité des grèves, plus larges que ses membres, pour associer un plus grand nombre de militants qui viennent à l'A.G. à toutes sortes de fonctions : propagande, ravitaillement, finances, informations, animation culturelle, etc. Ce sont des choses dont on a déjà beaucoup parlé.

Il faut cependant se méfier du « schéma ultimaliste » : ce modèle idéal, nous ne réussirons vraisemblablement pas à le réaliser partout à la fois : cela présuppose la présence de militants révolutionnaires, un niveau de conscience assez élevé pour que de cette manière idéale, le modèle soit appliqué. Nous serions déjà très contents si, dans un très grand nombre d'entreprises, il y a élection du comité de grève. C'est déjà un pas en avant qualitatif.

Nous l'avons déjà dit souvent : si en mai 68, il n'y avait eu que l'élection de comités de grève - et leur fédération - dans toutes les entreprises, il y aurait eu le début de la révolution, il y aurait eu un changement qualitatif de la situation. Si nous poussons vers le modèle idéal, c'est parce que les avantages de ce modèle sont tout à fait évidents : cela représente les conditions optima pour l'organisation, l'auto-organisation et l'association d'un maximum de travailleurs à la direction de la grève et pour l'éclosion d'une situation révolutionnaire dans les conditions les meilleures pour la classe ouvrière.

On comprendra aussi le lien intime entre la poussée vers la grève active et l'auto-organisation de la grève. Il est manifeste qu'une grève active ne peut plus être dirigée par un secrétariat syndical ou un permanent : une ou deux personnes ne peuvent et ne savent plus organiser dans une usine la production, le ravitaillement, le lien avec les entreprises fournisseurs de matières premières, etc. C'est impossible : dès qu'on passe à la grève active on est obligé d'associer à la direction de la grève et à toute une série de décisions d'autorité un grand nombre de travailleurs. La grève active en elle-même est un stimulant très puissant de l'auto-organisation de la grève comme le montrent les exemples de Lip, Glaverbel-Gilly et pas mal d'autres au cours des derniers mois.

5. Des comités de grève aux conseils ouvriers

Le comité de grève-même le comité central de grève, j'y reviendrai parce que ça a été la polémique avec les camarades lambertistes en France en mai 68 -ne déborde pas encore le domaine d'une grève, c'est-à-dire d'une contestation potentielle et non pas encore réelle du pouvoir politique (d'État) de la bourgeoisie.

Comment passer de comités de grève aux conseils ouvriers ? Quelle est la distinction qualitative entre eux, même si le conseil ouvrier naît 99 fois sur cent de comité de grève comme d'ailleurs le premier soviet de Petrograd. Il y a deux éléments qui, jusqu'ici, sur la base de l'expérience historique -et il faut être prudent parce que l'expérience de l'avenir peut être plus riche que celle du passé -semblent déterminants dans cette transformation :

1) la fédération, c'est-à-dire rompre le fractionnement du germe du pouvoir ouvrier qui naît au niveau d'une usine : Lip n'est pas la contestation de l'économie bourgeoise ou de l'État bourgeois dans son ensemble. Mais 50 Lips qui se fédèrent, qui débordent deux ou trois branches industrielles, voilà qui est qualitativement différent ! Surtout si cela implique en partie le système bancaire, l'électricité, les transports publics, etc.

La fédération horizontale ou verticale, c'est-à-dire dans une ville ou dans une branche industrielle -la ville est plus importante que la branche parce qu'elle tend à accentuer le caractère contestataire -, implique par sa logique une transformation de ces comités de grève en organes de dualité de pouvoir si cette fédération dépasse un certain niveau.

2) le second élément, qui est simplement contenu comme possibilité dans la fédération mais n'est pas encore réalisée, est aussi indispensable : ces organes de fédération de comité de grève assument des pouvoirs qui dépassent les pouvoirs de gestion de la grève.

Un comité central de grève qui se limite à organiser la grève, à distribuer l'argent ou le ravitaillement aux grévistes et à éditer un journal d'agitation de la grève peut à la rigueur être encore compatible avec un pouvoir non partagé de la bourgeoisie. Cela devient difficile, c'est un cas limite, mais on peut encore se l'imaginer. Mais un comité central de grève qui assume des pouvoirs au-delà de la seule organisation de la grève, qui commence à organiser la production, à organiser la distribution de crédit ou de finances à partir des banques, à organiser les transports public, la

distribution de l'électricité, qui assume en un mot des pouvoirs de fait, un tel comité de grève n'en est plus un mais est devenu un conseil ouvrier, un organe de pouvoir qui commence à fonctionner.

La naissance d'un organisme de dualité de pouvoir se manifeste par le fait que des pouvoirs qui, dans la société bourgeoise, sont normalement exécutés soit par la bourgeoisie et ses instruments, comme le système bancaire, soit par l'État bourgeois, commencent à être assumés par ces organes. Cela peut être minimal ; tout le monde connaît l'anecdote que je me suis évertué à répandre en Europe, sinon dans le monde, et pour laquelle les camarades liégeois m'en veulent énormément : la direction liégeoise de la FGTB qui, dans les deux grèves générales de 1950 et 1960, organisait la circulation automobile dans la ville de Liège et interdisait la circulation de voitures et de camions sans un tampon de la FGTB, assumait de fait un pouvoir public. Les camionneurs reconnaissaient ainsi un pouvoir public d'origine ouvrière qui est totalement différent du pouvoir d'État bourgeois. C'est extrêmement embryonnaire, mais réel.

Encore une fois, l'anecdote importe peu ; ce qui est important, c'est de transmettre des exemples pareils dans la mémoire et l'imagination collective de la classe ouvrière, c'est de faire prendre un pli à la structure mentale parce que ce genre d'exemple peut être multiplié, généralisé dans la prochaine grève générale et aura une importance colossale pratique pour faire naître vraiment des conseils ouvriers, des organes de pouvoir de la classe ouvrière opposés aux organes de pouvoir de la bourgeoisie.

...

Ernest Mandel

Voir la partie II : [La grève générale - Partie II](#)

P.-S.

* Ernest Mandel, Archives Internet :

http://www.ernestmandel.org/fr/ecrits/txt/inconnu/la_greve_generale.htm